

UN ÉTAT BELGE HYPERFLAMAND

Ministères, sécu, appareil sécuritaire: la flamandisation des leviers de commande de l'Etat fédéral est de plus en plus criante. La mainmise a même gagné le Palais royal.

PAR PIERRE HAVAUX

Puisqu'ils ne s'en cachent plus, comment ne pas les croire? Bart De Wever (N-VA) en tête, les hérauts d'une Flandre décomplexée et maîtresse de son destin s'en félicitent: la Belgique est en bonne voie de flamandisation. Les Flamands s'en donnent les moyens. Depuis longtemps déjà. Une fois encore, leur patience et leurs efforts viennent d'être récompensés. Ils attendaient ce moment depuis quatorze ans, c'est chose faite: tout qui détient un poste de « management » au sein de la fonction publique fédérale devra faire preuve de bilinguisme fonctionnel, réussite d'une épreuve linguistique à la clé.

En apprenant la nouvelle, la Flandre militante n'a pu contenir sa joie. Sur son site Internet, l'organe de presse flamisant *Doorbreek* salue l'avancée historique: c'est un vestige de l'antique politique linguistique à la belge qui s'effondre. Le principe de l'unilinguisme des agents de l'Etat, en vigueur depuis 1932, a vécu. Fini pour les francophones de snober le néerlandais pour prétendre faire carrière jusqu'au sommet.

Doorbreek savoure et décode: « Trophée communautaire pour la N-VA. » Et plume au chapeau de son ministre fédéral de la Fonction publique, Steven Vandeput, qui a su obtenir l'adhésion de ses pairs en conseil des ministres. Une formalité pour les partenaires N-VA, CD&V et Open VLD, acquis depuis toujours à cette vieille revendication du mouvement flamand. Un revirement assumé dans le chef du seul parti francophone de la suédoise, le MR. Qui a rompu le pacte de résistance scellé par les francophones à la mise en œuvre d'une loi votée en... 2002, sous l'ère de la coalition arc-en-ciel Verhofstadt I, par le MR, le PS et Ecolo. Loi restée lettre morte, faute d'arrêt royal.

On croyait le communautaire banni des paroles et des actes au sein de la suédoise. Il avancerait donc, à pas feutrés, dans les allées des ministères. S'insinuerait un peu plus encore dans les rouages de l'appareil d'Etat. Là où la Flandre, qui a pour elle la loi du nombre, sait l'imposer avec brio. Cet Etat fédéral qu'elle partage encore avec les francophones lui réussit plutôt bien. Revue des troupes.

Fonctionnaires:

9 SUR 10 SOUS PAVILLON FLAMAND

Quatorze ministres fédéraux, sept néerlandophones et sept francophones (Premier ministre compris, asexué linguistiquement): le compte est bon, l'équilibre parfait. Les partis flamands ont beau jouer à trois (N-VA - CD&V - Open VLD) contre un (le MR), la suédoise se conforme scrupuleusement à la parité linguistique. Compte non tenu de ses quatre secrétaires d'Etat, chasse gardée néerlandophone.

Sous la tutelle de ces ministres, œuvrent des cohortes de fonctionnaires fédéraux. Dès l'entrée en scène de Michel I, le Gerfa (Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative) sortait le boulier compteur: 3 968 agents de l'Etat fédéral gérés par des ministres francophones (Premier ministre, Affaires étrangères,

Budget, Classes moyennes et Intégration sociale, Energie-Environnement, Mobilité, Pensions), 51 889 fonctionnaires sous pavillon flamand (Finances, Justice, Intérieur, Défense, Affaires sociales et Santé, Fonction publique, Emploi, Economie, Coopération au développement, Politique scientifique). « Soit un rapport de 92,9 % à 7,1 % », commente alors le Gerfa. Des ministres à leurs compétences, en passant par le nombre de fonctionnaires soumis à leur autorité, « les francophones sont réduits à la portion congrue ». →

→ Top managers:

LES FLAMANDS À 9 CONTRE 5

La tendance lourde penche de manière toujours aussi écrasante en faveur des dirigeants néerlandophones. Le curseur du tableau de bord réactualisé par le Gerfa oscille à peine. Le noir et le jaune se détachent nettement sur l'organigramme des présidents des quatorze services publics fédéraux (SPF): neuf top managers néerlandophones, cinq francophones. Tant pis pour la parité linguistique (50 F - 50 N) exigée par la législation sur l'emploi des langues: elle s'est habituée à être bafouée.

Le dernier chamboulement enregistré dans les hautes sphères a réduit à néant la légère amélioration des positions francophones. Exit Laurent Ledoux (CDH), patron du SPF Mobilité parti sous d'autres cieus pour cause de clash avec son ex-ministre de tutelle Jacqueline Galant (MR), et remplacé ad interim depuis avril dernier par un néerlandophone, le directeur général du département de la Marine.

Quand il s'agit de combler une vacance temporaire de pouvoir, les Flamands sont toujours dispos. Outre la Mobilité provisoirement repassée sous pavillon flamand, le SPF Personnel Organisation que dirigeait le francophone Jacky Leroy, admis



Dès ce jeudi 8 décembre, « Un Etat belge hyperflamand » est le thème de l'émission **Z-Piqué au Vif** avec Pierre Havaux sur

canal **Z**

Le principe de l'unilinguisme des agents de l'Etat, en vigueur depuis 1932, a vécu

à la retraite en mai 2014, est confié aux mains expertes d'un autre patron intérimaire néerlandophone, Alfons Boon, lequel cumule la tâche avec la présidence du SPF Budget. Mais lorsque le numéro un du très stratégique bureau fédéral de recrutement Selor, le flamand Marc Van Hemelrijck, doit tirer prématurément sa révérence après treize ans de présidence, c'est un lieutenant issu du rôle linguistique néerlandais, Koen Verlinden, qui reprend le flambeau.

Pour peu que le provisoire s'éternise pour cause de blocage politique sur une nomination, le procédé de l'intérim a ceci de commode qu'il contrarie le rééquilibrage linguistique qui devrait s'imposer en faveur de titulaires francophones. Et ce n'est pas le modeste poste de direction de la chancellerie du Premier ministre, assumé à titre intérimaire depuis 2010 par la francophone Françoise Audag-Dechamps, qui suffit à démentir la propension flamande à truster les interrègnes.

Les statistiques à l'état brut ne disent pas tout. La puissance publique a ses catégories: les poids lourds y côtoient les moyens et les poids légers.

Là encore, les Flamands sortent vainqueurs aux points. Dans leur escarcelle: les Finances, le Budget, la Santé, la Sécurité sociale, les Affaires étrangères. Sans oublier le Selor, passage obligé pour tout qui prétend accéder aux plus hautes fonctions publiques. Qui n'a pas connu d'autre patron que néerlandophone en quinze ans d'existence.

Face à un tel tableau de chasse, les francophones se partagent deux départements d'autorité conséquents, la Justice et l'Intérieur; deux secteurs aux attributions passablement régionalisées, l'Economie et l'Emploi; et la discrète présidence de la Chancellerie du Premier ministre, qui relève plutôt du strapontin. En poussant le vice jusqu'à soupeser l'importance stratégique des fonctions dirigeantes par un système de pondération bien à lui, le Gerfa calcule que les patrons francophones « pèsent » 31% dans l'organigramme public fédéral, les Flamands 69%.

Le ministre de la Fonction publique, Steven Vandeput, lui aussi, sait compter. Différemment. Il suffit, pour « enjoliver » le bilan, d'élargir le périmètre de la comptabilisation, d'ajouter fonctions dirigeantes et subalternes et de neutraliser les intérim, pour obtenir 49,1% de francophones parmi les 257 mandataires prévus sur papier dans les SPF, les parastataux de la sécurité sociale et les organismes d'intérêt public. Une façon comme une autre de forcer le miracle: une quasi-parité linguistique.

Sécu : LES FLAMANDS À 10 CONTRE 6

Un top de la sécu « waar Vlamingen thuis zijn ». Sur seize directions de parastataux à vocation sociale, dix sont entre des mains flamandes. Et il y a du lourd dans la besace: l'ONSS, l'Inami, la Banque Carrefour de la sécurité sociale, la plate-forme électronique des données en soins de santé e-Health. La haute main nordiste sur la santé est patente.

Les francophones n'ont pas tout à fait tort de se sentir un peu minorisés dans le paysage, même s'ils mettent à profit la restructuration en cours au sein de la sécu pour se replumer. Ils ont récupéré le domaine des pensions, longtemps sous intérim flamand, aujourd'hui dirigé par Sarah Scaillet. Pour le reste, ils se concentrent sur la niche fortement régionalisée de l'emploi, avec les directions de l'Onem et de la Capac. Et ils excellent dans le rôle de numéro deux, avec dix administrateurs généraux adjoints.

S'il faut donner un visage à l'emprise flamande, Frank Robben fera très bien l'affaire. Cet inconnu du grand public, formé à l'école de Jean-Luc Dehaene et de Luc Van den Bossche, affiche une carte de visite digne d'un Big Brother: responsable de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, patron de e-Health,

big boss de l'asbl Smals (plus de 1000 employés) en charge de la gestion informatisée de tous les SPF Sécurité sociale et, en prime, un mandat à la commission de la vie privée. Cela fait beaucoup pour un seul homme. Trop pour Ecolo qui, depuis longtemps, s'inquiète vainement d'une telle concentration de pouvoir sur les banques de données sociales électroniques.

Sécuritaire:

LES FLAMANDS À 5 CONTRE 2

Créneau porteur s'il en est par les temps qui courent, il est aussi massivement investi par la Flandre. La sécurité et le renseignement belges carburent au « made in Vlaanderen ». On le retrouve à la tête de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (Ocam - Paul Van Tigchelt), de la Sûreté de l'Etat (Jaak Raes), de la Sûreté militaire (général Eddy Testelmans), de la police fédérale (commissaire générale Catherine De Bolle, reconduite en →

→ toute discrétion pour cinq ans), du Centre pour la cybersécurité (colonel Miguel De Bruycker). Il ne reste que le procureur fédéral Frédéric Van Leeuw et le directeur intérimaire du Centre de crise Alain Lefèvre pour apporter une modeste touche francophone à l'ensemble.

« L'architecture de la sécurité en Belgique est hyper-flamandisée », s'effraie Georges Dallemagne. Le député fédéral CDH a fait le tour des popotes. Il avoue avoir parfois du mal à trouver encore des francophones qui comptent dans la salle. Et de charger la barque : « La Défense, la Justice, l'Intérieur sont aux mains de ministres néerlandophones. La présidence des commissions parlementaires de la Défense, de l'Intérieur et des Achats militaires est assurée par des Flamands. Il en va de même des commissions spéciales ou d'enquête qui se penchent sur le terrorisme et les attentats de Bruxelles. » La présidence de la commission de la justice par le MR Philippe Goffin, sauve l'honneur francophone.

Autour de la table du Conseil national de sécurité, où se rassemblent les détenteurs des fonctions d'autorité (sept ministres fédéraux et huit fonctionnaires de haut niveau), les Flamands ne sont pas qu'entre eux. Mais ils sont en force : deux fois plus nombreux que leurs collègues francophones.

Tout n'est pas perdu. L'armée, sévèrement pointée du doigt pour son haut commandement outrageusement flamand, poursuit un honorable rééquilibrage. Le dernier recensement, l'été passé, donnait 61% de généraux néerlandophones (25) et 39% d'étoilés issus du rôle linguistique français (14). L'objectif 60-40 assigné au sommet de la Grande Muette n'est plus une vue de l'esprit. Les francophones reviennent de loin mais viennent de louper la cerise sur le gâteau, le retour d'un chef de la Défense francophone. Le bâton de Chod, récemment transmis du général Van Caelenberge au général Compagnol, reste dans le giron néerlandophone. Était-ce trop demander ?

Hors frontières :

LES FLAMANDS À 18 CONTRE 8

La Belgique soigne sa représentation à l'étranger, par sa présence dans les grandes enceintes aux qua-

tre coins du monde. Les Flamands s'en chargent, nettement. Des Nations unies aux institutions européennes, de la Banque mondiale aux instances de la justice internationale, ils collectionnent 18 mandats, là où les francophones occupent 8 sièges. Georges Dallemagne est revenu « édifié » de son tour d'horizon.

Palais royal : LES FLAMANDS AU SOMMET

La Maison du roi a cessé de résister au chant des sirènes de la flamandisation. Elle règne sur les postes clés de l'entourage royal. Philippe de Belgique peut se reposer sur son chef de cabinet

néerlandophone, le baron Frans Van Daele; sur son secrétaire général néerlandophone, Pol De Witte; sur son intendant néerlandophone de la liste civile, le lieutenant-général Noël De Bruyne. Sa Majesté n'en est pas à boudier les dignitaires issus du rôle linguistique français : le roi peut compter sur son directeur médias et communications, Pierre-Emmanuel De Bauw; sur son chef de cabinet adjoint et conseiller diplomatique, Pierre Cartuyvels, étiqueté francophone quoique ancien bourgmestre CD&V de Landen; et sur le chef de sa Maison militaire, incarné depuis peu par un général-major « deux étoiles » francophone en lieu et place d'un lieutenant-général « quatre étoiles » néerlandophone.

Ce casting n'a évidemment rien à voir avec la scolarité que la princesse Elisabeth suit intégralement dans l'enseignement néerlandophone, des études primaires aux secondaires. Ni avec sa plus grande aisance à s'exprimer en néerlandais qu'en français.

A quoi bon songer encore à démanteler un Etat s'il suffit de le flamandiser, jusqu'à sa future reine ? ♦

LES RAISONS D'UNE CAPITULATION FRANCOPHONE

Dans la course au sommet de l'Etat, ce sont souvent les Flamands qui gagnent à la fin. Les francophones ont moins le niveau. Par manque de gnaque, de préparation, d'organisation. De vision.

PAR PIERRE HAVAUX

Trahison, capitulation, consternation. Les fonctionnaires francophones, présents et à venir, sont au pied du mur. D'ici peu contraints à se frotter au néerlandais s'ils veulent gravir les échelons et se maintenir au sommet des ministères nationaux (avec pour les néerlandophones, la même épreuve à affronter en français). Le Gerfa est sous le choc: « Cette ultime concession interdira à l'avenir à la plupart des Wallons, soit 80% des francophones, de briguer un poste de direction dans les ministères fédéraux. »

CQFD: « Les Flamands se rendent donc maître de deux Etats: le leur et l'Etat belge dont ils chassent les Wallons! » Rien que ça.

Merci, le MR, pour sa volte-face. L'accusation laisse Denis Ducarme, chef du groupe libéral à la Chambre, parfaitement zen: « Les délais que nous avons obtenus pour être en mesure de prouver sa maîtrise de l'autre langue sont suffisants pour pouvoir lever le blocage. Il ne faudrait pas en arriver à reprocher une mesure de bon sens, sous le prétexte d'une flamandisation. » Pas de quoi hurler au scandale. PS, Ecolo, CDH, jusqu'au francophonissime DéFI, sont d'ailleurs restés sans voix: pas d'envolée parlementaire ni de communiqué enflammé pour accabler des libéraux capitulards et fustiger leur énième acte de soumission aux volontés de la Flandre. Olivier Maingain se hâte lentement à aller aux nouvelles auprès du ministre à la manœuvre, le N-VA Steven Vandeput: « La généralisation du bilinguisme fonctionnel jusqu'au rang de conseiller sera synonyme d'importantes pertes d'emploi pour les francophones dans les administrations », s'inquiète le député-président de DéFI.

Une montée dans les tours en solitaire, en guise de baroud d'honneur. De quoi conforter, dans les rangs francophones, l'impression muée de longue date en conviction que la lutte au sommet est de toute façon inégale.

Rien à voir avec un grand complot ourdi au nord du pays, avec une prise de pouvoir brutale liée à l'irruption d'un parti nationaliste flamand dans un gouvernement fédéral. La montée en puissance de la flamandisation de l'Etat belge ne doit rien, ou peu, à l'âge d'or de la N-VA, laquelle brille encore par son absence dans la cartographie des grands commis de l'Etat fédéral.

La machine à flamandiser

L'Etat-CVP, en revanche, n'était pas une fiction et n'est pas une relique du passé. Il a su poser les jalons d'une emprise flamande durable sur nombre de leviers de pouvoir en Belgique. La grande réforme de la Fonction publique, lancée à l'aube des années 2000, va parachever l'œuvre en lui servant de rampe de lancement. « Le management prime le droit », décrète alors le père porteur de l'opération « Copernic », le ministre socialiste flamand de la Fonction publique Luc Van den Bossche. La sacro-sainte parité linguistique dans les hautes sphères de l'Etat n'a pas fini d'en souffrir.

« Copernic » sait exploiter avec une efficacité redoutable la faiblesse chronique des aspirants francophones aux fonctions supérieures: leur incapacité ou leur mauvaise volonté à maîtriser le néerlandais, ne fût-ce que passivement, et à satisfaire ainsi aux exigences linguistiques. Ils peinent à surmonter l'obstacle dressé sur leur route, le Selor, nouvel instrument de sélection des « meilleurs », bien souvent néerlandophones. L'incontournable bureau fédéral de recrutement y gagne vite

la réputation, pas toujours usurpée, de bras armé de la flamandisation.

Mais les apparences sont sauvées. Et les statistiques difficilement contestables. Au printemps dernier, Steven Vandeput, ministre N-VA de la Fonction publique, a encore pu sereinement livrer la vérité des chiffres: 21 titulaires de mandats néerlandophones étaient en possession d'un certificat linguistique dé-

livré au terme des épreuves les plus rigoureuses du Selor, pour seulement 13 mandataires issus du rôle linguistique français.

Le piège se referme sur les francophones, qui s'offrent en victimes consentantes d'un bagage linguistique défaillant. Michel Damart, ex-capitaine au long cours au sein de la Fonction publique et qui en fut notamment le secrétaire général, appuie là où ça fait mal: « Un manager incapable de s'exprimer dans les deux langues à la tête d'une administration pose un problème de crédibilité. Sans être bilingue légal, j'ai toujours

veillé à m'exprimer en français et en néerlandais. Tous mes collègues francophones n'entraient pas dans cette dynamique. »

Les stratégies d'infiltration

Le champ est libre pour que se tisse la toile, avec ordre et méthode. « Certains partis flamands développent des stratégies d'infiltration des administrations fédérales très professionnelles et systématiques, qui contrastent avec l'amateurisme dont font preuve les francophones. Ceux-ci ne présentent aucun contre-pouvoir, ils avancent en ordre dispersé, de manière désorganisée » : avant de rendre son tablier avec fracas, Laurent Ledoux, ex-patron du SPF Mobilité, a eu le loisir d'expérimenter l'efficacité de la méthode flamande dans la gestion chaotique des routes aériennes au centre du pays. « Je me suis retrouvé, en tant que président, face à une Direction générale des voies aériennes phagocytée par une personne qui avait été en même temps directeur général et conseiller du cabinet du secrétaire d'Etat à la Mobilité de l'époque, le CD&V Etienne Schouppe, et qui continuait à recevoir mensuellement des instructions de son ex-chef de cabinet. » Johan De Cuyper pour ne pas le citer, aujourd'hui pilote de Belgocontrol, « cet Etat dans l'Etat », dixit Georges Dallemagne. Le survol intensif de la Région bruxelloise a sans doute encore de beaux jours devant lui.

La mécanique peut avoir raison de ceux qui tiennent tête. Exit Philippe Mettens, cet autre remuant patron francophone, défenestré de la tête de la Politique scientifique sous l'ère de la secrétaire d'Etat N-VA Elke Sleurs. « La presse flamingante me ciblait comme l'incarnation de la Wallonie socialiste et archaïque. J'étais un francophone, un empêchement de flamandiser la politique spatiale fédérale, de démanteler un secteur stratégique qui représente, ceci expliquant cela, une véritable pépite du

savoir-faire industriel wallon. Il fallait que je dégage. » Intarisable sur le bras de fer cause de ses déboires, l'ex-top manager démonte pièce par pièce le mécanisme à l'œuvre. Parle de « saccage », de « volonté destructrice de la N-VA », nourrie par « une ambition de favoriser les intérêts de la Flandre autant que de casser du Wallon ». →

→ Le nord du pays s'est outillé pour mettre son programme à l'agenda fédéral, y imposer ses vues. Pour favoriser sa conception des soins de santé, par exemple. « Le processus de flamandisation des gestionnaires de la sécu s'amplifie. Tous les acteurs consultés par la ministre des Affaires sociales et de la Santé Maggie De Block (Open VLD) sont néerlandophones. On ne tient plus compte des sensibilités francophones », dénonce Muriel Gerkens, députée fédérale Ecolo.

Rail, politique aéronautique, armée, recherche scientifique, approche sécuritaire, musées : le monde francophone finit par voir la flamandisation partout. De la prise de décision politique jusqu'aux rouages administratifs qui l'alimentent et l'exécutent. Laurent Ledoux invite à ne pas sous-estimer le rôle des échelons subalternes des administrations. « Certains sont en mesure de manipuler les ministres par leur approche des dossiers d'une grande technicité qui est souvent difficilement compréhensible pour les non-initiés. L'impact de leur travail sera d'autant plus efficace qu'il est peu visible. » Le diable aime se cacher dans les détails.

La peur d'indisposer

Un soupçon de déloyauté finit par s'installer. Gare à la parano. Les représentants francophones se défendent de délirer. Conscients du terrain concédé au fil du temps, à force d'avoir renoncé à revendiquer leur part légitime du gâteau fédéral. Par naïveté ou aveuglement, hypothèse la plus courue. « Je

Philippe Mettens, défenestré de la Politique scientifique par la secrétaire d'Etat Elke Sleurs (N-VA) : « J'étais l'empêchement de flamandiser la politique spatiale. »

reste toujours stupéfait de ne pas voir les francophones prendre la mesure exacte de la détermination du dessein qui traverse la Flandre, de sa cohérence et de sa mise en œuvre implacable », prolonge Philippe Mettens. Par peur d'abîmer un peu plus encore le pays et de précipiter sa perte en indisposant le puissant

voisin flamand, toujours prompt à exhumer son passé de victime d'un Etat francophone jadis oppresseur. « Que ceux qui culpabiliseraient encore soient pardonnés. Nous avons assez payé depuis lors », tient à rassurer le MR Denis Ducarme.

D'autres pistes circulent pour tenter de comprendre le peu de résistance offert face aux appétits de la Flandre. Au choix : le traditionnel désintéret du MR pour le sort des fonctionnaires en général. Et l'indulgence du PS, toujours prêt à fermer les yeux pourvu qu'il y trouve son compte dans l'organigramme fédéral. Sur les cinq directions de SPF détenues par les francophones, trois battent aujourd'hui pavillon socialiste.

La consigne tacite d'apaisement a un effet contagieux, démobilisateur. « Les Flamands aiment souligner que ce qui est géré par eux est mieux fait. Et certains francophones ne sont pas loin de le penser. La flamandisation de l'Etat se poursuit dans une surprenante indifférence générale », observe le député Georges Dallemagne (CDH) qui se défend pourtant d'être un excité communautaire : « Les francophones gèrent cette question sur la défensive. Pourtant, leur résignation cache mal une réelle exaspération. » Elle dépasse rarement le stade des lamentations.

Il est toujours possible d'alerter la police. Mais que fait-elle ? Une Commission permanente de contrôle linguistique (CPCL), que préside un ex-cabinettard Open VLD, veille au grain. En toute discrétion. Ses rapports annuels fourmillent d'entorses flagrantes et répétées au prescrit légal. Et le dernier en date ne fait pas exception : 74 départements sur 96 administrations passées à la loupe sont reconnus victimes de déséquilibres qualifiés de « significatifs ». Sept organismes sont épinglés en

« infraction grave » pour absence chronique de cadres linguistiques (de Proximus à Bpost en passant par Belgocontrol, la SNCB ou le théâtre de La Monnaie).

Pas brillant, le tableau. Directeur du centre d'études Jacques Georgin (DéFI), Christophe Verbiest a passé au crible les dernières données brutes de la CPCL : elles livrent « des résultats contrastés » selon les départements. Les emplois de direction y sont tantôt trop francophones, tantôt trop néerlandophones. Ainsi en sécurité sociale : « Il y a des déséquilibres patents au détriment des francophones au sein de l'ONSS et de l'Onem, de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, moins marqués à l'Inasti (travailleurs indépendants) et à l'Onva (vacances annuelles) ; il existe des déséquilibres peu marqués au détriment des néerlandophones à la Capac ou au sein de l'Agence fédérale allocations familiales. » Reste que le bilan global dégage un déficit. Nettement francophone :

1554 cadres supérieurs néerlandophones, pour 1448 issu du rôle linguistique français. Le 50-50, coulé dans la loi, a du plomb dans l'aile.

Un vrai constat de carences. Qui n'électrise jamais les débats ni ne suscite de mise à plat. Chaque gouvernement s'assied sur les enquêtes de la CPCL qui finissent paisiblement leur existence sur un rayon de la bibliothèque de la Chambre. Elles sont juste bonnes à fournir de la matière à l'une ou l'autre interpellation parlementaire sporadique et dépourvue d'effets. Habituee de cet exercice : Barbara Pas, députée... Vlaams Belang, qui parvient à se montrer perpétuellement insatisfaite du sort réservé aux Flamands. Faut le faire. ♦

MR « Les francophones ne se laisseront plus flouer »

Associé à trois formations néerlandophones au pouvoir fédéral, le MR vit de très près la flamandisation de l'Etat. Il la subit, s'en accommode. S'en irrite. Denis Ducarme, chef de groupe MR à la Chambre, sonne l'heure de la reconquête francophone. Sérieux ?

« Le stop institutionnel décrété et respecté au sein de la majorité sous cette législature ne rend pas les Flamands moins flamands pour autant. Ils manifestent toujours le même appétit par rapport à l'Etat fédéral. A nous, francophones, de leur apprendre à sauter un repas de temps en temps. A nous de défendre notre bout de gras, comme les Flamands savent si bien le faire.

Il va falloir reconquérir des fonctions majeures, notamment à l'armée : le poste de chef de la Défense, mais aussi la direction générale du matériel, devenue la propriété beaucoup trop exclusive des Flamands. Trop de marchés militaires ont été orientés vers la Flandre au détriment des entreprises wallonnes. Cela doit changer. Oui, il faudra aller à l'abordage pour cela, également au niveau des SPF, de la sécurité sociale, de l'appareil sécuritaire. Nous ne sommes pas aveugles, nous ne sommes plus naïfs. Nous ne nous laisserons plus flouer en matière de nominations. »